



SCHWEIZERISCHE VERTRETUNG
REPRÉSENTATION SUISSE

in/à Dar es Salaam

Bundesamt für Aussenwirtschaft		DEPARTEMENT FEDERAL DE L'ECONOMIE PUBLIQUE	
No. <u>Mauritz 261.5</u>		O F A E E	
EE			
# 15. APR. 1985			
Kopie an		Unser Zeichen	
Ihre Nachricht vom		Notre référence	
Votre communication du		Date	
<i>ch. 30.5.85!!</i>		512.0 MAU-HB/fr	
		11 avril 1985	

Gegenstand / Objet Maurice : 3ème réunion du Groupe Consultatif
Paris 13 au 15 mai 1985
Demande d'aide à la balance des paiements

Lors de mon récent séjour à Maurice, en février dernier, j'avais eu un entretien avec le Ministre des Finances, Monsieur S. LUTCHMEENARAIDOO, qui m'avait demandé pourquoi notre pays n'était pas plus généreux envers Maurice. Je lui

./.

- Copies : - Division politique II (avec annexe), en la priant de remettre la lettre ci-jointe au Chef du Département (vraisemblablement en relation avec ce sujet)
- Annexes : - copie de la note du MAE mauricien
- lettre adressée à Monsieur P. Aubert
- D D A (avec annexes)
- Annexes : - Copie de la note du MAE mauricien
- 1 exemplaire de "l'aide-mémoire on co-operation between Mauritius and Switzerland"

- 2 -

avais donné la réponse traditionnelle qui ne l'avait pas entièrement convaincu. Il m'avait alors dit qu'il me soumettrait une demande formelle et ceci avant la réunion des pays donateurs en mai prochain à Paris. Parole tenue car je viens de recevoir du MAE à Port-Louis

- (X)
- 1) une note verbale invitant notre pays à participer à cette Conférence (en annexe : une photocopie)
 - 2) un aide-mémoire de coopération entre Maurice et la Suisse (en annexe : une copie)
 - 3) une lettre personnelle (fermée) du Ministre des A.E. adressée au Chef du DFAE (remise directement à la Division politique II)

En dernière page de l'aide-mémoire, les Mauriciens nous demandent

- 1) une aide à la balance des paiements de US\$ 0,7 million. *→ nicht die
- nicht west!*
- 2) de financer leur programme de planification familiale - *hat sich
viele hübsche
Frauen! Warum
jeweils ver-
hinderen*

Bien que cette dernière rubrique soit hautement prioritaire à Maurice, je ne voudrais pas vous recommander tout particulièrement de donner suite à cette demande car la Banque Mondiale, les Etats-Unis et le Marché Commun accordent déjà une aide substantielle en ce domaine. A mon avis, les actions de planification familiale ne devraient pas être intensifiées actuellement car les conditions sociales qui règnent sur l'île ne s'y prêtent pas : majorité de la population indienne traditionnelle et religieuse.

Par contre, cette très modeste demande d'aide à la balance des paiements devrait être, à mon avis, examinée sérieusement et positivement car

- 1) le montant est effectivement peu élevé, soit moins de Fr.s. 2 millions
- 2) grâce à des mesures économiques courageuses, prônées en par-

./.

- 3 -

ticulier par le FMI, Maurice a réussi à améliorer substantiellement sa situation économique en 1984 et a honoré ses dettes. Elle "mérite" d'autant plus cette forme d'aide que son principal problème est justement celui de sa balance des paiements (cf à ce sujet le rapport ci-joint établi par l'Ambassade des Etats-Unis en novembre 1984).

- 3) une aide à la balance des paiements renforce les liens commerciaux. Ces derniers existent, nos grandes industries sont représentées à Maurice et jouissent d'un très bon renom. Elles sont par contre défavorisées par rapport à leurs concurrents français notamment qui bénéficient d'une aide gouvernementale non négligeable.
- 4) Maurice offre une possibilité de rechange aux entreprises ayant leur siège à Hong-Kong. Dix-sept d'entre elles sont déjà venues s'établir à Maurice l'année dernière. Bien que ce ne soit pas un flux très important, il pourrait prendre de l'ampleur à l'avenir. Le cas échéant, il serait bon de consolider auparavant nos positions dans l'Ile et une aide à la balance des paiements peut y contribuer.
- 5) la Commission de l'Océan Indien qui comprend Maurice, Madagascar, les Comores et les Seychelles, reprend vie car la Réunion (lire la France) vient d'y être admise. Elle est fortement soutenue par la CEE qui en est en fait le promoteur. Bien que nous soyons déjà présents à Madagascar, il serait utile d'être d'une manière plus engagée à Maurice, le marché potentiel de cette zone économique étant prometteur.

En bref, il nous est donné la possibilité avec peu de moyens de renforcer et de créer des liens commerciaux non seulement avec Maurice, mais également indirectement avec les

./.

- 4 -

pays de l'Océan Indien. Nous devrions, à mon avis, répondre favorablement à cette demande car la petite graine semée aujourd'hui pourrait un jour porter beaucoup de fruits.

Vous m'obligeriez en voulant ^{bien} me dire comment je peux répondre à la note du MAE mauricien.

dicté par L'Ambassadeur de Suisse
signé par M. J. Eisele, en son absence

J. Eisele
Vice-Consul

- Annexes :
- Copie de la note du MAE mauricien
 - 1 exemplaire de "l'aide-mémoire on co-operation between Mauritius and Switzerland"
 - Rapport "Foreign Economic Trends and Their Implications for the United States" by American Embassy, Port Louis, November 1984
 - Investment climate statement, Mauritius, October 31st, 1984